



Déclaration de la CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE

Au Conseil Social d'Administration Académique de Rennes

(Mercredi 15 novembre 2023)

Monsieur le Recteur, Madame la Secrétaire Générale, Mesdames, Messieurs,

« Quelle connerie la guerre » !

Ce célèbre pentasyllabe de Jacques Prévert aurait pu être écrit lors de notre passé trouble pour les yeux d'Elsa et non pour le sourire de Barbara.

Mais il n'en fut rien, et il a plu encore sur Brest où l'on attend toujours de « dessiner le visage du bonheur, sur le tableau noir du malheur » des écoles à reconstruire !

Car de Troie à Gaza, toujours le même constat et les mêmes regrets de n'avoir jamais pu continuer à vivre debout et jusqu'au bout après « cette pluie de fer, d'acier et de sang ».

Alors, vers quelles contrées vole à présent la blanche colombe, symbole d'espérance et de paix ? Serait-elle une des espèces en voie de disparition, laissant place dorénavant aux pigeons internautes et autres corbeaux libidineux ou faucons de mauvais augure porteurs de haine et de destruction mortifère ?

Et que reste-il aujourd'hui de cette mémoire pas tout à fait alzheimerisée, pourtant présente encore dans nos livres d'Histoire, car tous n'ont pas été condamnés au bûcher des autodafés d'antan ?

Pour seule et bien triste réponse, sélective et parcellaire, impuissant.es, nous voyons reflourir, sous forme stellaire colorée sur les murs de nos villes, telles les affiches couleur sang placardées dans une France collaborationniste d'hier, la résurgence de la haine de l'autre et de l'étranger, dont certain.es portent encore sur leur peau flétrie la marque infamante et indélébile de la banalité du Mal.

Aussi, en ces temps confus et obscurs, qu'attendons-nous pour nous rassembler et rester uni.es dans la clarté pour étouffer dans l'œuf « le ventre fécond de la bête immonde » ?

C'est pourquoi, le 9 novembre dernier au soir, à l'initiative du Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les Racismes (RAAR), la CGT était présente au gymnase Japy à Paris pour le 85ème anniversaire des ignobles attaques perpétrées par le régime nazi contre la communauté juive d'Allemagne.

La CGT condamne toutes les formes de racismes, et agit contre leur recrudescence, en veillant à lutter dans le même temps contre les forces dont la xénophobie est le fonds de commerce et qui trouvent leurs origines politiques et historiques dans l'antisémitisme exacerbé de l'entre-deux guerres et dans la collaboration avec l'Allemagne nazie.

Car, l'imposture sociale véhiculée par les partis d'extrême-droite se propage dans les entreprises, collectivités et services. L'instrumentalisation de la précarité, l'absence de réponse aux besoins des travailleur·euse·s nourrit le terreau de l'extrême-droite et engendre la banalisation de ses idées. Le racisme institutionnel (discriminations à l'embauche ou dans l'accès au logement, concentration des immigrés dans des emplois pénibles et mal payés, violences policières, contrôles au faciès...) ne recule pas, malgré de fortes aspirations à l'égalité et la dignité. L'ampleur du mal dépasse le seul vote extrême-droite, pourtant déjà très inquiétant.

Et, l'École dans tout ça ?

Hasard du calendrier, le 9 novembre 2023 était aussi la journée nationale de lutte contre le harcèlement, devenue priorité absolue du nouveau ministre Attal.

Mais lutter contre le harcèlement à l'École (et en dehors, car c'est un problème qui dépasse ce seul cadre), c'est permettre qu'elle joue pleinement son rôle d'éducation, par une vraie politique de prévention, en particulier contre les discriminations (racisme, sexisme, LGBTQUI phobies) qui en sont souvent la cause. C'est former l'ensemble des personnels au contact des élèves, à mieux repérer collectivement les situations de harcèlement et à y répondre. C'est faire en sorte, pour cela, que les équipes éducatives ne manquent plus de psychologues de l'Éducation nationale, de CPE, d'assistant·es d'éducation, d'AESH et de personnels sociaux et de santé, comme actuellement.

Il est temps de prendre conscience que c'est en donnant, en premier lieu, les moyens humains en personnel que les établissements pourront retrouver de la sérénité et continuer à exercer les missions dans des conditions acceptables autant pour les personnels que pour les élèves accueilli·es. Il faut impérativement cesser de traiter l'École au seul prisme de résultats sur des tableaux Excel et des chiffres dans un budget. L'École c'est l'avenir de notre jeunesse, elle ne saurait être sacrifiée sur l'autel d'économies budgétaires en cette période d'austérité.

Les personnels enseignants sont mis à rude épreuve avec tous ces dispositifs que ce soit le Pacte, les réformes en cours et à venir, mais les autres catégories ne sont pas épargnées par cette impression du toujours plus. C'est le cas notamment des personnels administratifs. En effet, dans les services, on déplore une explosion des heures supplémentaires avec les nouveaux logiciels qui ne sont toujours pas opérationnels, pouvant parfois mener à de véritables abus. Pourtant il y a bien un accord cadre national de 2001 qui n'est pas abrogé et qui présente des garanties, faibles certes, mais qui peut éviter une déréglementation du temps de travail des personnels avec des applications différentes selon les académies. Il faudrait peut-être le rappeler. C'est une catégorie, et nous avons eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises ici même, qui voit ses conditions de travail se dégrader considérablement. Ces personnels-là, sont en réelle attente de nouvelles grilles de salaires.

Cette pression incessante sur les personnels administratifs et le manque de personnels, comme dans le service de gestion AESH du lycée Thépot de Quimper, a une incidence sur le reste des personnels avec par exemple des retards de paies des AESH ou AED ou le non-versement de la Prime Exceptionnelle Pouvoir d'Achat (PEPA) pour certain·es qui ont pu être constatés depuis la rentrée. C'est plus que regrettable quand on connaît leur niveau de rémunération. Un rattrapage est-il prévu en novembre ?

Le mépris et l'abandon du service public d'Éducation, entre autres, traduisent un système en faillite. De trop nombreuses orientations politiques vont à l'encontre d'un projet de société permettant « le vivre ensemble » et le respect et la liberté de chacun et chacune. Le démantèlement de la voie professionnelle sous statut scolaire au profit de l'apprentissage ou de plus en plus fréquemment d'organismes de formations du privé comme les écoles de production dont la liste s'allonge d'année en année est un autre exemple de cette volonté de mettre en place une société à deux vitesses où seul·es les plus favorisé·es pourront prétendre aux meilleurs postes dans la société. Mais le service public qu'il soit d'Éducation, de Santé ou autre ne peut pas être conçu sur une logique d'entreprise érigée en modèle de management. La contractualisation aujourd'hui à l'œuvre dans de nombreuses réformes mène à une remise en cause du pacte social et génère des divisions profondes au sein de la société favorisant la montée de l'extrême droite et le repli communautaire. Nous ne pouvons nous résigner à croire que le futur s'écrit avec des notions passéistes et idéologiquement réactionnaires. Nous ne pouvons nous résigner à accepter l'idée d'une société asservie du fait d'une politique élitiste en lien direct avec des choix économiques dictés par une poignée de grands patrons ou de pseudo bien-pensants. Nous continuerons à porter un projet de société et d'École émancipatrice débarrassée des inégalités et du tri social.

Enfin, dans un contexte de guerres qui se multiplient, notre soutien va à toutes les femmes dans le monde, premières victimes avec les enfants des conflits armés. Nous manifestons particulièrement notre soutien aux femmes d'Ukraine, de Birmanie, de Palestine, d'Israël, du Haut-Karabakh. Nous clamons haut et fort notre solidarité avec nos sœurs afghanes maintenues sous le joug d'une oppression effroyable où même aller à l'école devient un acte héroïque. Nous réaffirmons notre sororité avec les femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté. Femme, Vie, Liberté. Nous apportons notre soutien aux femmes ouïghoures, persécutées, victimes de politique génocidaire.

Aussi, le 25 novembre prochain, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence machiste, les femmes, les personnes LGBTQIA+, à toutes celles qui souffrent et qui luttent.

À toutes celles que nous avons perdues, en pensant aux yeux d'Elsa et au sourire de Barbara !

Merci de votre attention.